

Jacques CHONCHOL, *Le défi alimentaire*, Paris, Larousse, coll. Essais en liberté, 1987, 271 p.

Sylvie Bélanger

Number 17, Winter 1990

Les nouveaux enjeux du politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040661ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040661ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, S. (1990). Review of [Jacques CHONCHOL, *Le défi alimentaire*, Paris, Larousse, coll. Essais en liberté, 1987, 271 p.] *Politique*, (17), 187–189.
<https://doi.org/10.7202/040661ar>

Jacques CHONCHOL, *Le défi alimentaire*, Paris, Larousse, coll. Essais en liberté, 1987, 271 p.

Les écrits sur la faim et la crise alimentaire mondiale abondent depuis le début des années 70 mais il est rare que l'un d'eux soit exclusivement consacré à l'étude des stratégies alimentaires nationales des pays du Tiers-Monde. D'où l'immense intérêt que présente cet essai de Jacques Chonchol, ingénieur agronome et ex-ministre de l'Agriculture sous Salvador Allende au Chili.

Devenu expert auprès de la FAO, de l'UNESCO et de l'ONU, cet *agronome de la faim* s'appuie sur de très nombreuses études de ces organisations internationales. Il définit avec justesse la stratégie alimentaire comme un «processus évolutif», un «moyen qui permet à un pays d'arriver à un plus grand degré d'auto-suffisance alimentaire grâce à un effort intégré visant à accroître la production vivrière, à améliorer la consommation des denrées et à éliminer la faim».

La préoccupation première de l'auteur est de cerner les stratégies alimentaires à partir de la production vivrière et des petits producteurs. C'est sans doute ce qui explique (sans toutefois la justifier) l'absence de référence au type d'agriculture pratiquée dans les pays industrialisés et son influence sur celle des pays du Tiers-Monde. L'introduction et les deux premiers chapitres (sur six), qui représentent les deux tiers du livre, constituent la partie la plus rigoureuse et, de loin, la plus intéressante de l'ouvrage. Le postulat de base est le suivant: «Il ne suffit pas d'agir au niveau de la production pour trouver une solution au problème de la faim». En dressant un tel constat d'échec des stratégies alimentaires essentiellement productivistes, lesquelles de toute évidence n'ont rien réglé à la crise alimentaire, Chonchol s'inscrit en faux contre le courant libéral qui incite les pays du Tiers-Monde à augmenter plus rapidement leur production que leur population, de façon à permettre un accroissement de la consommation moyenne par habitant.

Dès le départ, il prend bien soin, comme il se doit, de clarifier des concepts souvent malmenés: faim, famine, malnutrition (qualitative et quantitative) et *dénutrition*. Il utilise ce dernier ter-

me de préférence à *sous-nutrition*, pour indiquer «un abaissement du niveau nutritionnel global de l'entretien de l'organisme humain». La dénutrition est «le résultat de phénomènes socio-économiques et culturels profonds et est liée aux diverses situations de développement et à des facteurs politiques».

C'est donc dire que toute stratégie alimentaire doit s'élaborer à partir de concepts globalisants. L'auteur en suggère un, celui de *système alimentaire*: «des ensembles complexes d'actions et d'interactions humaines qui affectent le plus la production, la circulation, la transformation, le commerce et la consommation de denrées alimentaires». Cette définition est proche de celle d'autres auteurs tel Susan George, qui inclut elle aussi tant l'aval que l'amont de la production. Ce type d'approche a l'avantage de tenir compte de certains éléments souvent négligés par les organisations internationales comme la Banque mondiale et le FMI, soit le stockage des denrées pour leur conservation, et la distribution.

Comme solution à la crise alimentaire Chonchol propose un modèle, le système triple: des organismes publics ou parapublics pour certains produits, qui seraient très décentralisés au niveau des productions rurales; des organisations coopératives paysannes destinées à la commercialisation de la production et établissant des contrats de vente avec des associations de consommateurs urbains; le commerce privé traditionnel. Il pose une autre condition au succès de ces politiques qu'il voit prioritairement orientées vers l'augmentation de la production vivrière, soit le dosage entre productions alimentaires pour le marché intérieur et productions agricoles pour l'exportation. Malheureusement, l'auteur reste quasi muet sur la marge de manoeuvre des États du Tiers-Monde dans un contexte de chute des cours des matières premières et de détérioration des termes de l'échange. Par contre, il montre bien en quoi une stratégie alimentaire peut s'avérer une réponse à des problèmes complexes et imbriqués, tels l'exode rural, l'urbanisation accélérée, la consommation en milieu urbain (tout en soulignant l'épineux problème de l'approvisionnement des pauvres en ville) et la hausse des importations alimentaires.

Le dernier tiers de l'ouvrage a la prétention de faire un tour d'horizon des régions en résumant les principaux problèmes qui se

posent pour le développement des stratégies alimentaires (ressources physiques et situation alimentaire). Ces régions sont aussi différentes que l'Afrique subsaharienne, où la situation alimentaire s'est dégradée; l'Asie, qui a réalisé des progrès extraordinaires mais où les actions n'ont pas toujours été accompagnées de mesures pour améliorer les conditions des petits agriculteurs (pensons aux Philippines) ni l'accès à l'alimentation des groupes les plus vulnérables; et l'Amérique latine qui possède d'importantes ressources agricoles mais où la modernisation est hétérogène.

Le tout s'avère extrêmement synthétique, plus descriptif qu'analytique, sauf peut-être le chapitre sur l'Amérique latine que l'auteur connaît visiblement mieux et dans lequel il pose un diagnostic que nul ne contestera (éclatement des mégalo-poles, besoins de véritables réformes agraires, etc.). Par contre, le chapitre sur l'Afrique est plutôt décevant; il n'est aucunement fait mention du Plan Lagos de 1980 (OUA) qui préconisait une politique d'auto-suffisance alimentaire dont se sont inspirés plusieurs pays.

En dépit de ces quelques réserves, l'étude a l'immense mérite de se pencher sur un facteur de développement fondamental mais, hélas, souvent sous-estimé. Si les spécialistes ou les familiers des questions agro-alimentaires n'apprendront rien de foncièrement nouveau, ce livre n'en constitue pas moins un effort de synthèse systématique sur un sujet fort complexe et des plus actuels.

Sylvie Bélanger
Université du Québec à Montréal